



Université de Montpellier Paul-Valéry

DAFPA / Service Achats

Bât. Administration « LES GUILHEMS »

Route de MENDE

34199 Montpellier cedex 5

Tél. : 04 67 14 55 09 - Courriel : service.achats@univ-montp3.fr

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières**

N° 2025 250520 0000

**Objet du marché :
Outils opérationnels, cartographie et formation
pour la préparation aux crises climatiques dans
la Caraïbe**

Article 1 - Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Université de Montpellier Paul-Valéry

Route de MENDE

34199 Montpellier cedex 5

Correspondant : DAFPA - Service Achats Publics, Bât. Administration " LES GUILHEMS ", Route de Mende, 34199 Montpellier Cedex 5, tél. : 04-67-14-55-09, courriel : service.achats@univ-montp3.fr

Adresse générale du pouvoir adjudicateur : <http://www.univ-montp3.fr/>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> pour téléchargement du DCE, questions des sociétés à l'université, etc.

Comptable assignataire des paiements : L'Agent Comptable, Université de Montpellier Paul-Valéry, Agence Comptable, Bât. Administration « LES GUILHEMS », Route de MENDE, 34199 Montpellier cedex 5, Tél. : 04 67 14 20 00.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 à 62 du code de la commande publique : L'Agent Comptable, Université de Montpellier Paul-Valéry, Agence Comptable, Bât. Administration « LES GUILHEMS », Route de MENDE, 34199 Montpellier cedex 5, Tél. : 04 67 14 20 00.

Article 2 – Définition de l'objet du marché

Objet du marché :

Contribution au projet Interreg Caraïbes ADAPT&REACT « REforcement des capacités d'ADAPTation et de gestion de crise face aux risques Climatiques en Territoire Caribéen » porté par l'Université des Antilles, en partenariat avec le Laboratoire de Géographie et d'Aménagement de Montpellier (LAGAM) de l'Université de Montpellier Paul-Valéry.

Lieux d'exécution

CARAIBES : CN

FRY10 : GUADELOUPE

Caractéristiques principales

L'ensemble des attendus sont définis au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Prestations divisées en lots : ☒ non ☐ oui

Justification :

L'objet du contrat ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Variantes et prestations supplémentaires :

Il n'y a pas de variante.

Article 3 – Forme du marché et procédure

Le présent marché est un accord-cadre régi par les dispositions de L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

L'accord-cadre est un Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2 et L2125-1 du Code de la commande publique. L'accord cadre est mono attributaire.

Il correspond à un marché ordinaire à prix forfaitaire

Les prestations relevant des différentes parties de l'accord-cadre sont identifiées au CCTP.

L'accord-cadre est conclu avec un seul titulaire, sans minimum et avec le maximum de 224 000 € HT.

Article 4 – Durée d'exécution du marché et date prévisionnelle de début d'exécution

4.1 - Durée du marché et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification, prévue commencer fin 2025. Pour une durée maximum de 2 ans. Le marché sera suivi d'une période de garantie de 1 an à l'issue la VSR pour les phase 1 et 2.

4.2 - Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) :

La date prévisionnelle de début des prestations est le mois de décembre 2025.

Article 5 – Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP N° 2025 250520 0000) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (C.C.A.G. - PI), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles NOR : ECOM2106874A;
- Les spécifications techniques des Groupements d'Etudes des Marchés (GEM), ainsi que toute disposition édictée dans le cadre de la répression des fraudes et toute normalisation imposée par un texte légal ;
- L'offre et le mémoire technique du candidat.
- Toute clause, **portée dans les tarifs, catalogues, barèmes ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Article 6 – Prix du marché

6.1 – Forme et contenu des prix

Contenus des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire en application des prix indiqués dans la DPGF joint à l'acte d'engagement.

Les prix sont exprimés en euros à deux décimales HT en indiquant le taux de TVA en vigueur ;

Les prix des prestations comprennent tous les frais grevant ses services nécessaires à la réalisation de la prestation ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle.

Les prix proposés par le titulaire du marché est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais éventuels afférents au transport jusqu'au lieu des prestations, aux repas, hébergements et assurances du personnel réalisant la prestation. L'ensemble des prestations doit être conforme aux demandes décrites au CCTP.

La garantie de 1 an à l'issue de la VSR est incluse dans le prix.

Forme des prix

Les prix du présent marché, précisés dans l'acte d'engagement et son annexe financière, sont actualisables.

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise des offres et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera sur la base de l'Indice Syntec.

Les Prix indiqués à la DGPF sont fermes et non révisables.

6.2 – Variation des prix

Sans objet

6.3 – Procédure :

Sans objet

6.4 – Clause de sauvegarde

Sans objet

Article 7 – Opération de vérification et d'admission des prestations

Une Vérification d'Aptitude sera réalisée à la fin des phases 1 et 2. Chaque phase devra faire l'objet d'un PV de réception de la part de l'Université. Chaque réception pourra faire l'objet d'une demande de paiement d'acompte conformément au montant indiqué par le titulaire dans le DPGF.

La vérification en service régulier (VSR) démarrera après toutes les vérifications d'aptitude (VA) et ne pourra être prononcée qu'une fois l'ensemble des attendus livrés. La VSR est prévue durer 2 mois.

Pour toutes les phases, l'admission sera prononcée par le service émetteur de la commande après les opérations de vérifications et dans les conditions des articles 28 et 29 du CCAG PI.

Article 8 – Propriété intellectuelle

L'article 35 du CCAG PI s'applique.

L'ensemble des sources, paramétrages, développements spécifiques éventuels, réalisés seront la propriété de l'Université de façon permanente.

Article 9 – Confidentialité

L'article 5 du CCAG PI s'applique

Article 10 – Conditions de règlement, délais de paiement

10.1 Acomptes :

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte. Cette demande devra être l'objet d'une décision d'admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

10.2 Présentation des factures :

Elles devront être établies dans les conditions fixées par la Direction de la Comptabilité Publique. Et comporter dans leur corps :

- La référence propre au marché concerné : marché N° **2025 250520 0000** ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des pénalités fixées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC.

L'ensemble des factures attendues et détaillées ci-dessus, conformes aux règles de la Comptabilité Publique, seront déposées sur le site CHORUS PORTAIL PRO

Depuis le 01^{er} janvier 2017, et selon la réglementation en vigueur (loi n° 2014-1 du 02 janvier 2014 et de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014) prévoyant l'obligation de dématérialisation des facturations à destination du secteur public, un portail (CHORUS PORTAIL PRO) est mis à disposition gratuitement permettant le dépôt la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

10.3 Mode de règlement et paiements :

Financement Fonds Européen de Développement Régional. Paiement par virement. Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de 30 jours. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le prestataire pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires selon les modalités fixées par voie réglementaire.

Article 11 – Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG PI s'applique

Le régime des avances s'appliquera conformément aux articles R2191-3 à R2193-12 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si une avance doit être versée (montant de la commande supérieur à 50 000€ HT et délais d'exécution supérieur à 2 mois), son montant sera de 30% du montant de la commande si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise et de 10% pour les autres.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande ou marché subséquent divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Article 12 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Retard d'exécution d'une prestation

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de non-respect du calendrier valider par l'Université, les pénalités suivantes s'appliquent :

Remise du livrable 1 : 100€ par semaine de retard.

Remise du livrable 2 : 100€ par semaine de retard.

Remise du livrable 3 : 100€ par semaine de retard.

Remise du livrable 4 : 100€ par semaine de retard.

Remise du livrable 5 : 100€ par semaine de retard.

Article 13 – Conditions de résiliation

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 7, du CCAG-PI

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'Université pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Article 14 – Responsabilité et assurances

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toutes nature qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant à l'université ou à des tiers, du fait de ses prestations, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs, soit des choses dont il a la garde

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des **articles 1382 à 1384 du Code civil**, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation. Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels qui pourraient être causés tant à l'université qu'à tout tiers dans l'exécution du présent marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la Prestation.

Article 15 – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 16 – Modification du marché

Il peut être procédé, d'un commun accord, à des modifications du marché, dès lors qu'elles n'en changent pas l'objet et n'en bouleversent pas l'économie. Les modifications ainsi apportées font l'objet d'un avenant.

Article 17 – Droit, langue et monnaie

Les différends et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 8 du CCAG PI

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité Consultatif Inter - régional de Règlement Amiable des Litiges
Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur
Place Félix-Baret
CS80001
13282 MARSEILLE Cedex 06
Tél. : 04.84.35.45.54.
Fax : 04.84.35.44.60.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché sont soumis au Tribunal administratif de Montpellier.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P. portant dérogation
14.1	12.
14.1.1	12
14.1.2	12
40	13